



CSE du jeudi 15 novembre 2018

Déclaration liminaire de la FCPE

Monsieur le Ministre, Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs les membres du CSE,

Nous nous retrouvons aujourd'hui après une première mobilisation unitaire réussie malgré un contexte peu favorable. La FCPE était dans la rue le 12 novembre aux côtés des enseignants pour soutenir leur action et parce que les choix qui sont faits pour l'école nous inquiètent au plus haut point.

En termes de moyens et de postes d'abord, puisque vous avez choisi de réduire le nombre d'enseignants dans le second degré, alors que le nombre d'élèves continue à augmenter. Mathématiquement, c'est une équation insolvable. En termes de méthode ensuite, puisque les réformes se suivent et s'empilent, dans un rythme effréné sans prendre le temps de la réflexion et de la concertation.

Les membres du CSE dénonçaient récemment le mépris du dialogue social qui s'est installé dans cette instance. Les débats à l'Assemblée nationale sur les crédits de l'enseignement scolaire nous aurons au moins rassuré sur une chose, le CSE n'a pas ce monopole.

La FCPE dénonce une stratégie de l'épuisement, qui ne contribue pas à construire l'école de la confiance si chère à vos yeux. Pire, cette stratégie met en danger les élèves car elle met en difficulté les personnels. Si la FCPE devait être mauvaise langue, nous y verrions une stratégie réfléchie, visant à empêcher les organisations et les parlementaires d'approfondir le sujet et de faire leur travail. Nous vous mettons en garde, il s'agit d'une stratégie dangereuse, si vous nous voyez comme des empêcheurs de tourner en rond, nous avons aussi un rôle de vigilance et de défense de l'intérêt général...

La réforme du baccalauréat et du lycée le montre, à force de faire vite, on oublie des choses, on construit des réformes bancales, au détriment des élèves et des parents qui vivent actuellement leur mise en place dans le plus grand flou.

Le CSE supplémentaire de décembre sur les programmes est encore une démonstration de ce que nous dénonçons. La FCPE sera-t-elle reçue et entendue sur le sujet ?